

DÃ©cision du Tribunal international en matiÃ¨re de pÃªche illÃ©gale

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
April 2015

Le Tribunal international confirme que les Ã‰tats pourront Ãªtre poursuivis pour pÃªche illÃ©gale en eaux Ã©trangÃ¨res

C'est

une boussole de sauvetage que le Tribunal international a lancÃ©e aux pays dont les zones de pÃªche sont pillÃ©es par des bateaux Ã©trangers. Les Ã‰tats peuvent dÃ©sormais Ãªtre poursuivis s'ils ne prennent pas les mesures nÃ©cessaires Ã la prÃ©vention des opÃ©rations de pÃªche illÃ©gale, non dÃ©clarÃ©e et non rÃ©glementÃ©e, menÃ©es par leurs bateaux en eaux Ã©trangÃ¨res.

La dÃ©cision de justice fait partie d'un avis consultatif publiÃ© le 2 avril par le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) concernant la candidature de la Commission sous-rÃ©gionale des pÃªches d'Afrique de l'Ouest (CSRP), constituÃ©e du Cap Vert, de la Gambie, de la GuinÃ©e-Bissau, de la Mauritanie, du SÃ©nÃ©gal et du Sierra Leone. Le WWF œuvre depuis longtemps Ã la clarification des obligations internationales des Ã‰tats et avait ainsi dÃ©posÃ© deux mÃ©moires d'Amicus Curiae (amis du tribunal) au cours des dÃ©libÃ©rations. "Cette dÃ©cision est bienvenue et pourrait vraiment changer la donne" a dÃ©clarÃ© John Tanzer, directeur du programme marin de WWF International, "nous n'aurons plus Ã nous battre bateau par bateau contre la pÃªche illÃ©gale et le pillage des ressources halieutiques cÃ´tÃ©Ã©s."

La pÃªche

illÃ©gale, non dÃ©clarÃ©e et non rÃ©glementÃ©e en eaux cÃ´tÃ©Ã©es reprÃ©sente 10 Ã 20 millions de dollars chaque annÃ©e. Elle fragilise la gestion des pÃªches et prive les communautÃ©s cÃ´tÃ©Ã©es de leur source de nourriture et d'emploi. Les eaux d'Afrique de l'Ouest comptent parmi les plus touchÃ©es par la pÃªche illÃ©gale, non dÃ©clarÃ©e et non rÃ©glementÃ©e, au monde. Elle reprÃ©senterait prÃ¨s de 37 % des volumes de capture dans la rÃ©gion. L'obligation de diligence requise signifie que l'Ã‰tat du pavillon devra prendre des mesures exÃ©cutoires afin de s'assurer que ses bateaux respectent bien les obligations de protection et de prÃ©servation auxquelles les Etats membres du CSRP sont astreints. Le Tribunal a Ã©galement renforcÃ© les obligations qui lient les Ã‰tats cÃ´tiers voisins en prÃ©cisant que "la protection et le dÃ©veloppement de stocks halieutiques communs dans la zone Ã©conomique exclusive d'un Ã‰tat membre du CSRP exige de cet Ã‰tat qu'il prenne des mesures efficaces contre la surexploitation desdits stocks, qui pourrait compromettre leur exploitation durable et menacer les intÃ©rÃªts des Ã‰tats membres voisins." En juin prochain, WWF organisera Ã Dakar un atelier pour permettre aux Ã‰tats cÃ´tiers de dÃ©couvrir les moyens que cette dÃ©cision de justice met Ã leur disposition pour protÃ©ger la pÃªche et l'emploi.

WWF - 03-04-2015